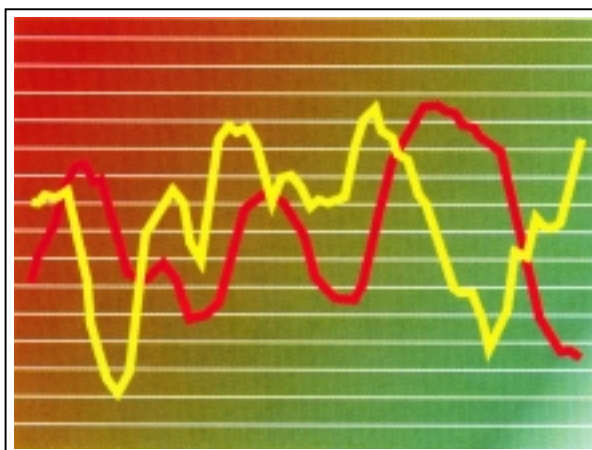


NOTE DE CONJONCTURE

MARS 1999



■ **Directeur de la publication :**
Paul Champsaur

■ **Rédacteurs en chef :**
Michel Devilliers
Roland Lescure
Alexandre Draznieks
Raymond de Pastor

■ **Contributeurs**
Olivier Aguer
Bertrand Ballet
Dominique Baux
Laurence Bloch
Jonathan Bosredon
Isabelle Braun-Lemaire
Sophie Buffeteau
Raphaël Cancé
Marc Cohen-Solal
Frédéric Donzel
Françoise Gauvin-Grimaud
Alexandre Gautier
Sophie Guérin
Christine Gonzalez-Demichel
Sabine Guillaume
Michel Houdebine
François Hild
Isabelle Kabla-Langlois
Sylvain Mahourdeau
Sandra Montiel
Lucien Pollina
Guillaume Rabault
Marie Reynaud
Pascal Rivière
Géraldine Seroussi
Catherine Stos
Nicolas Vannieuwenhuyze
Claire Warzee
Frédéric Wilhelm
Philippe Zamora

■ **Secrétariat de rédaction :**
Evelyne Lerner

■ **Secrétariat :**
Nathalie Champion
Nelly Cousté
Liliane Delanne

■ **Mise en page :**
Geneviève Bouyoux
Ghislaine Grimler
Marie-José Petit

Rédaction achevée le 19 mars 1999

Une version abrégée est disponible sur le serveur
Internet de l'INSEE à l'adresse suivante :

<http://www.insee.fr>

ISSN 0766-6268

Impression d'après documents fournis
IMPRIMERIE NATIONALE

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

CONTRASTES SECTORIELS

- Vue d'ensemble 8
- Des prévisions de décembre 1998... aux révisions de mars 1999 12

DOSSIERS

- Retour sur 1998 16
- 1998 : Une année marquée par la crise asiatique..... 19

FICHES THÉMATIQUES

- Environnement international 30
- Pétrole et matières premières..... 36
- Échanges extérieurs 39
- Financement de l'économie 43
- Éléments du compte des administrations publiques 46
- Prix à la consommation..... 48
- Emploi 52
- Chômage..... 57
- Salaires 60
- Revenus des ménages 63
- Consommation et épargne 66
- Investissement 69
- Stocks..... 71
- Production 73
- Résultats des entreprises 77

COMPTE ASSOCIÉ

Contrastes sectoriels

L'année 1998 s'est inscrite dans la phase de reprise amorcée à la mi-1996 et qui s'est amplifiée en 1997. 1998 a apporté les meilleurs résultats de la décennie : une croissance de 3,2%, une inflation historiquement faible et la création de 400 000 emplois (dont 300 000 dans le secteur marchand) accompagnée d'un recul de près d'un point du taux de chômage. Les résultats auraient été encore meilleurs sans la crise "asiatique". Son impact apparaît sur le profil de l'année, marqué par une décélération progressive de l'activité comme des créations d'emplois, qui reflète le ralentissement sensible de l'industrie.

Ainsi, au début de 1999, la production industrielle stagne. L'industrie continue de subir une demande mondiale déprimée. S'y ajoutent depuis l'automne les effets de la dégradation des anticipations des industriels. Ils se traduisent par un ralentissement des investissements, après leur forte accélération du printemps 1998, et par un comportement de déstockage, dont l'ampleur est toutefois limitée : le stockage précédent avait été faible en raison de la rapide détérioration des perspectives de prix. Pendant ce temps, la consommation reste dynamique, grâce aux gains de pouvoir d'achat générés par les créations d'emplois et la désinflation, et au maintien d'anticipations très favorables des ménages. La demande de logements continue de progresser, bénéficiant de taux d'intérêt nominaux très bas. Au total, la demande des ménages soutient la croissance de nombreux secteurs non industriels, et notamment de ceux qui sont traditionnellement fortement créateurs d'emplois. Ainsi s'entretient un cercle vertueux qui assure un socle à la croissance pendant que l'industrie marque le pas.

L'environnement international de la France est encore dégradé. Dernière victime de la crise "asiatique", le Brésil a glissé dans la récession et y entraîne le reste de l'Amérique latine. Le Japon peine à s'en extraire. Mais d'autres pays d'Asie, comme la Corée, marquent des signes de redressement. Les États-Unis, qui ont connu une fin d'année d'une vigueur surprenante, poursuivent un sentier de croissance fondé sur la demande intérieure. La situation de nos partenaires de la zone euro, où la croissance a été faible en fin d'année 1998, apparaît contrastée. Le renforcement de la consommation devrait se poursuivre, mais les anticipations des industriels continuent de se dégrader. Au total, la demande adressée à la France devrait néanmoins cesser de se contracter.

Ajoutée à la remontée du dollar, cette évolution, outre ses effets sur nos exportations, est de nature à favoriser un redressement des anticipations des industriels et un arrêt d'ici la mi-1999 de l'ajustement qu'ils opèrent sur l'investissement et les stocks. La phase de reprise pourrait se réinstaller, sur des rythmes sans doute un peu moins élevés qu'en 1998, car le pouvoir d'achat des ménages ne bénéficierait plus de la désinflation. En effet, avec l'arrêt de la baisse des matières premières, le glissement annuel des prix se redresse très progressivement. Dans ces conditions, après avoir fléchi en début d'année, le rythme annuel de la croissance repasserait au-dessus de 2% au printemps. La progression de l'emploi (90 000 emplois marchands au premier semestre) permettrait la poursuite de la baisse du chômage, vers un taux de 11,3% à la mi-1999.

En 1998, la croissance de la zone euro a été affectée par la crise des pays émergents

Bien qu'élévée en moyenne annuelle (3%), la croissance de la zone euro a été affectée dans son profil par la crise des pays émergents. L'industrie de la zone a fortement ralenti.

L'Asie du Sud-Est a été précipitée l'an dernier dans une grave récession, son taux de croissance passant de plus de 5% en moyenne avant la crise à -5% en 1998. Ce choc s'est traduit par une nette détérioration de la demande mondiale adressée aux pays de la zone euro. Au sein de la zone, la France n'est pas le pays le plus touché : elle commerce globalement moins avec l'Asie du Sud-Est que le reste de la zone, en particulier l'Italie et l'Allemagne, et les créneaux à l'exportation sur lesquels elle est spécialisée font moins l'objet d'une concurrence avec les produits asiatiques que pour certains autres pays, comme l'Italie, spécialisée dans le secteur "textile-cuir". La crise s'est ainsi répercutée plus tôt et plus fortement sur l'activité industrielle en Italie et en Allemagne qu'en France. A la fin de l'été dernier, avec l'extension de la crise financière à la Russie et, en partie, à l'Amérique latine, la demande mondiale s'est encore tassée. L'Allemagne, pays de la zone euro le plus lié d'un point de vue commercial avec la Russie, a été particulièrement affectée par l'extension de la crise, qui a également déclenché à la fin de l'été une chute du cours des actions sur l'ensemble des places

boursières occidentales. Celle-ci a été suivie d'un assouplissement sensible des politiques monétaires. Cette correction a été passagère.

A partir de l'automne, les anticipations des chefs d'entreprise européens ont été durablement affectées par les répercussions de la crise financière, ce dont témoignent les enquêtes de conjoncture réalisées depuis lors. La révision à la baisse, par les industriels, de leurs perspectives de demande les a conduits à puiser dans leurs stocks, jugés de plus en plus lourds. La contribution des stocks à la croissance du PIB de la zone euro est ainsi passée de +0,8 point au premier semestre de 1998, à -0,3 au second. Les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement professionnel entre États de la zone ont souffert du ralentissement de l'activité. Dans tous les pays, la progression des exportations est passée d'un rythme annuel d'environ 10% au premier semestre de l'année dernière à une quasi-stagnation au second. Dans le même temps, l'évolution de la production industrielle s'est infléchie, de 5% en rythme annuel au premier semestre de 1998 à 2% au second.

Au total, la croissance du PIB de la zone euro est passée de 3% en rythme annuel au premier semestre de 1998 à 2% au second, le redressement de la demande des ménages assurant l'essentiel de la croissance en fin d'année, bien qu'à des degrés divers selon les pays. Au vu des signaux conjoncturels les plus récents, la production manufacturière se serait contractée au début de l'année 1999, sous le coup d'un déstockage accentué et d'un ralentissement de l'investissement.

ÉQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS EN VOLUME

(aux prix de 1980*, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %)

		1997				1998				1999		1997	1998	1999 acquis**
		1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
PIB	(100%)	0,1	1,2	0,9	0,8	0,8	0,9	0,4	0,7	0,3	0,6	2,3	3,2	1,7
Importations	(29%)	-0,2	4,6	3,7	0,9	2,4	1,1	2,3	-1,0	0,0	1,1	8,0	8,0	1,4
(dont marchandises)	(26%)	-0,4	4,9	3,5	1,2	2,6	1,3	2,6	-0,7	-0,2	1,0	8,1	8,7	1,5
Consommation des ménages	(60%)	0,1	0,2	1,1	1,1	0,9	1,2	0,7	0,7	0,7	0,6	0,8	3,8	2,2
Consommation des APU	(19%)	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	1,2	1,1	1,0
FBCF totale	(20%)	-1,4	1,4	0,7	0,4	1,3	1,3	0,8	1,4	0,5	0,8	0,3	4,1	2,9
SQS EI	(11%)	-2,6	1,8	0,9	0,8	2,2	1,9	0,8	1,2	0,2	0,7	0,1	6,0	2,6
Ménages	(5%)	-0,8	0,1	1,0	-0,6	-0,3	1,4	-0,1	2,4	1,2	1,6	-0,6	1,3	4,6
Autres	(4%)	1,4	1,8	-0,3	0,4	0,8	-0,6	1,9	0,7	0,2	0,3	2,1	2,1	1,7
Exportations	(30%)	2,0	6,4	3,4	0,9	1,0	0,5	2,9	-1,7	0,6	0,6	12,6	6,3	1,4
(dont marchandises)	(25%)	2,3	7,3	2,6	1,7	1,1	0,1	3,5	-2,1	0,5	0,5	13,0	6,7	1,0
Demande intérieure		-0,6	0,6	0,9	0,8	1,2	1,1	0,2	1,0	0,0	0,8	0,9	3,7	1,7
Contributions														
Variations de stocks		-0,4	0,2	0,1	0,0	0,4	0,1	-0,5	0,2	-0,5	0,2	0,1	0,4	-0,4
Echanges de biens et services		0,7	0,6	0,0	0,0	-0,4	-0,2	0,2	-0,2	0,2	-0,1	1,4	-0,4	0,0
Demande intérieure hors stocks		-0,2	0,4	0,8	0,8	0,8	1,0	0,7	0,7	0,6	0,5	0,8	3,2	2,1

■ Préviation

* Les comptes nationaux trimestriels évaluent la croissance de l'activité aux prix de 1980. Les taux de croissance ainsi calculés sont en général légèrement supérieurs à ceux calculés aux prix de l'année précédente.

** L'acquis pour 1999 est la croissance en moyenne annuelle qui serait obtenue si la variable considérée restait à son niveau atteint au deuxième trimestre de 1999.

Au début de 1999, l'environnement international de la zone euro cesse cependant de se dégrader

La stabilisation de la situation économique en Asie du Sud-Est s'est amorcée dès le courant de l'année 1998. Le calendrier de sortie de crise est assez différent selon les pays. Si certains d'entre eux, comme l'Indonésie, restent marqués par la crise, il semble que pour la plupart des autres le plus dur soit passé. Les taux de change sont stables depuis un an et la production industrielle ne recule plus ou même recommence à progresser. Avec la chute des importations consécutive à la crise, les balances commerciales sont désormais largement excédentaires. Les contraintes pesant sur l'offre se desserrent progressivement (levée des restrictions des crédits, baisse des taux, ...), et les industriels asiatiques vont bénéficier des gains de compétitivité accumulés au cours des derniers trimestres. Ils devront reconstituer les stocks dans lesquels ils ont largement puisé l'an dernier. La restructuration en cours des organismes bancaires dans certains pays, comme la Corée, tend également à conforter la confiance des investisseurs financiers.

Le Japon pourrait bénéficier de l'accalmie chez ses voisins. De plus, l'excellente tenue de la demande américaine soutient les exportations japonaises. En revanche, la situation de la demande intérieure reste très préoccupante. La baisse du pouvoir d'achat, engendrée par la poussée historique du chômage et la déflation salariale, rend difficile une nette reprise de la consommation à brève échéance. Le manque de débouchés, le contexte de déflation et les difficultés d'assainissement du secteur bancaire dépriment l'investissement des entreprises. Dans ce contexte, seuls les investissements publics contribuent positivement à la croissance de la demande intérieure. Ainsi, le Japon est entré dans sa seconde année consécutive de récession. La baisse du PIB tend toutefois à s'atténuer : -4% en rythme annuel au premier semestre de 1998, -2% au second. Le recul pourrait se limiter à -1% au premier semestre de 1999.

La Russie ayant un faible poids dans nos échanges (0,7%), la contraction de son activité un an après le déclenchement de la crise asiatique ne devrait pas avoir d'impact notable sur nos exportations. Par ailleurs, la crise russe a eu peu d'effets d'entraînement sur les pays d'Europe centrale et orientale, qui, pour l'instant, résistent bien à la crise des pays émergents. En revanche, au Brésil, la récession risque d'être profonde en 1999 et, surtout, de se répercuter de façon sensible sur l'activité des autres pays de l'Amérique latine.

Au Royaume-Uni, premier partenaire commercial de la zone euro, l'économie stagne depuis l'été dernier et ne repartira pas avant l'été. La contribution de l'extérieur est très nettement négative. La consommation des ménages ne bénéficie plus des revenus exceptionnels liés à la démutualisation, en 1997, des sociétés de crédit immobilier, les "building societies", et la récession dans l'industrie s'est finalement transmise à l'emploi, qui ralentit. La baisse du taux de chômage repose en partie sur le recul tendanciel de la population active. Elle pourrait laisser place à une remontée en début d'année.

Dans l'ensemble, et malgré le net assouplissement monétaire, la demande privée serait plate au premier semestre de 1999. Seules les dépenses publiques, dynamiques, soutiendraient la croissance.

Aux États-Unis, la demande intérieure pourrait progressivement ralentir. Le recul des exportations, dû à la chute de la demande étrangère et aux pertes de compétitivité consécutives à l'appréciation du dollar jusqu'à la mi-1998, s'est répercuté sur l'activité industrielle, en net ralentissement. Le repli du taux d'utilisation des capacités de production et la moins bonne orientation des perspectives de demande, tant interne qu'externe, devraient commencer d'affecter le comportement des entreprises, dont l'investissement, particulièrement fort au cours de ces dernières années, pourrait maintenant ralentir. Le taux d'épargne, qui a nettement reculé en 1998, vraisemblablement en raison de forts effets de richesse, ne devrait plus baisser cette année. Dans ce contexte, la demande des ménages ralentirait mais resterait ferme. La croissance serait de l'ordre de 2% en rythme annuel au premier semestre de 1999, contre 4% l'an dernier.

Au total, la demande mondiale adressée à la zone euro ne devrait plus significativement ralentir au premier semestre de 1999, la stabilisation de l'Asie contrebalançant le ralentissement de l'Amérique latine. Après 10% environ en 1997 et 5% en 1998, elle progresserait à un rythme annuel de l'ordre de 4% au premier semestre de 1999, entraînant un arrêt de la dégradation des exportations. Une consommation des ménages encore porteuse dans les pays où sa reprise est ancienne et une confirmation de son redressement dans les autres assureraient un socle de croissance approchant 2% dans la zone euro.

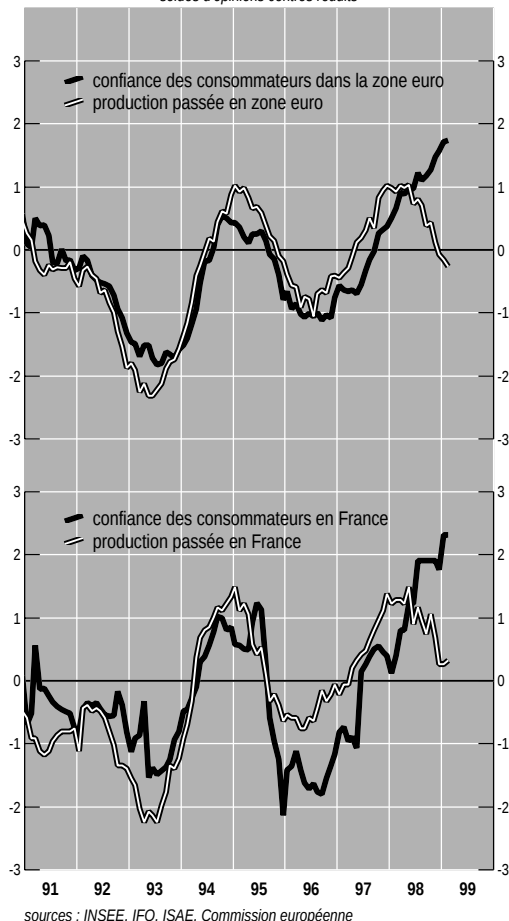
Dans ce contexte, la demande mondiale adressée à la France conserverait un rythme de croissance proche de 3%, comme à la fin de l'année dernière. Les exportations progresseraient en ligne avec la demande mondiale.

En France, le ralentissement industriel induit une progression moins vive de l'emploi

Les effectifs salariés des secteurs marchands ont augmenté de plus de 300 000 en 1998, un chiffre qui n'avait pas été observé depuis 1990. Bien qu'en ralentissement, les créations d'emplois sont restées vives au second semestre. L'industrie, secteur dont l'activité a été la plus touchée, a vu ses effectifs se stabiliser au second semestre. La progression des emplois intérimaires, principalement à destination de l'industrie, s'est tassée à la fin de l'année dernière. Malgré ce ralentissement de l'intérim, les effectifs ont progressé dans l'ensemble du tertiaire à un rythme soutenu tout au long de l'année, bénéficiant de la vigueur de la consommation des ménages et du dynamisme des services aux entreprises. Après trois ans de baisse ininterrompue, les effectifs ont été stables dans la construction en 1998, grâce à une reprise de l'activité particulièrement marquée en seconde partie d'année.

Dans les mois qui viennent, la poursuite du ralentissement de l'activité industrielle ferait diminuer les

CONFIANCE DES CONSOMMATEURS ET PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE



effectifs de l'industrie. En raison notamment de ses effets sur l'intérim, elle se ferait également sentir dans le tertiaire où l'emploi progresserait à un rythme plus lent qu'en 1998. Le secteur de la construction, toujours en expansion, accroîtrait ses effectifs. Au total, au premier semestre de 1999, l'emploi des secteurs marchands non agricoles progresserait de 90 000 environ, la montée en charge de la loi sur les 35 heures atténuant les effets du ralentissement de l'activité. De plus, l'extension des "emplois-jeunes" et des "emplois-consolidés", qui a été à l'origine de l'augmentation de l'emploi non marchand en 1998 (+100 000 environ), contribuerait encore à l'augmenter significativement cette année. En conséquence, l'emploi total progresserait de l'ordre de 140 000 au premier semestre de 1999.

La forte hausse de l'emploi en 1998 s'est répercutée sur le chômage qui est passé de 12,3% de la population active (au sens du BIT) en décembre 1997 à 11,5% en décembre 1998. Cette baisse continuerait tout au long du premier semestre de cette année, mais à un rythme plus lent que l'année dernière. Elle serait de l'ordre de 0,2 point, après 0,3 point au second semestre de 1998 et 0,5 point au premier. Le taux de chômage s'établirait à environ 11,3% en juin 1999.

Redressement progressif des prix

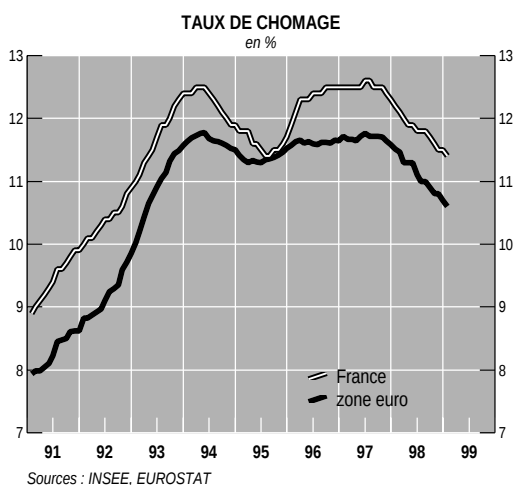
En liaison avec la chute des cours du pétrole et des matières premières qui s'est directement répercutée sur les prix de l'énergie et de l'alimentation, les prix à la consommation ont sensiblement ralenti en 1998 : leur glissement annuel est tombé à +0,3% à la fin de l'année dernière, après +1,1% un an auparavant. Les cours des matières premières et du pétrole semblent se stabiliser depuis le début de l'année. Dans ce contexte, les coûts de production évolueraient peu. L'augmentation des coûts salariaux serait elle-même modérée. Après le net repli observé l'année dernière, le glissement annuel des prix à la consommation pourrait se redresser légèrement dans les mois qui viennent, tout en restant inférieur à 0,5%. L'inflation sous-jacente resterait légèrement inférieure à 1%.

Croissance moins vive du pouvoir d'achat du revenu des ménages

Au premier semestre de 1999, les salaires nominaux augmenteraient à un rythme comparable à celui de l'année dernière : le glissement annuel du salaire horaire de base ouvrier atteindrait +1,8% en juin prochain, après +2% à la fin de l'année dernière. Le léger ralentissement des salaires serait notamment lié au faible niveau de l'inflation. Malgré une inflexion, le pouvoir d'achat du salaire dans le secteur privé continuerait à progresser de près de 1,5% en rythme annuel, alors que la faible inflation et les accords de revalorisation assurent la progression des salaires réels dans la fonction publique. C'est le ralentissement de l'emploi qui entraînerait celui des revenus d'activité. En outre, du fait de l'objectif de maîtrise des dépenses de santé, les prestations sociales seraient également moins dynamiques. Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages, dont la croissance a été particulièrement vive l'année dernière, en raison de la progression de l'emploi et de la baisse de l'inflation, retrouverait un rythme annuel plus modéré (+2,5% après +3,5% en 1998).

La demande des ménages continue de soutenir la croissance

Stimulée par la vigueur des revenus et la baisse du taux d'épargne liées à l'amélioration du marché de l'emploi, la consommation des ménages a fortement augmenté l'année dernière. Cette augmentation en moyenne annuelle a atteint près de 4% et a contribué pour plus de 2 points à la croissance du PIB. Elle recouvre une très vive progression au premier semestre, suivie d'un léger ralentissement au second : la consommation est passée d'un rythme de croissance annuel de plus de 4% à 3% environ, retrouvant une évolution similaire à celle du pouvoir d'achat du revenu. Au premier semestre de 1998, les dépenses des ménages ont sans doute été dopées par les achats de biens d'électronique grand public en prévision de la Coupe du monde de football. Les achats d'automobiles ont été dynamiques en 1998 et le sont encore au début de cette année. La consommation de services est restée très soutenue tout au long de l'année dernière, stimulée notamment par la hausse des dépenses de loisir et de tourisme et les consumma-



tions en services de télécommunication accompagnant le développement de la téléphonie mobile. Elle devrait le rester au premier semestre de cette année et, ajoutée à la fermeté du reste de la consommation, elle contribuerait à la croissance du secteur tertiaire, relativement mieux protégé des chocs extérieurs que l'industrie. Dans un contexte un peu moins favorable à l'emploi, le taux d'épargne serait stable et la consommation augmenterait au premier semestre de 1999 comme le pouvoir d'achat, de 2,5% environ en rythme annuel.

Dans la seconde moitié de 1998, l'investissement des ménages en logements a été marqué par une vive reprise :

alors que son rythme annuel de progression était de 2% au premier semestre, il s'est élevé à 4,5% au second. Cette reprise, tirée par la hausse des revenus et le faible niveau des taux d'intérêt, ainsi que par des mesures législatives très favorables (prêt à taux zéro, amortissement Périissol), a bénéficié au secteur du bâtiment dont l'activité a fortement accéléré au second semestre de 1998. Au vu de la forte hausse des mises en chantier de logements à la fin de l'année dernière, elle se poursuivra au premier semestre de cette année.

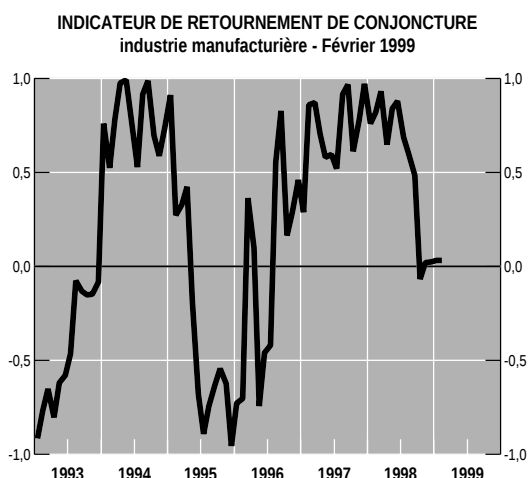
Vers la fin de l'ajustement dans l'industrie

Confrontées à la dégradation de l'environnement international, les entreprises industrielles ont ajusté l'année dernière leur comportement de stockage et d'investissement. La contribution des stocks à la croissance du PIB est passée de +0,4 point au premier semestre de 1998 à -0,4 point au second, et le rythme annuel de progression des dépenses d'équipement des entreprises, de plus de 10% à moins de 4%. Alors que cet ajustement s'est poursuivi en début d'année 1999, les conditions sont réunies pour qu'il arrive à son terme. La demande des ménages reste ferme et soutient la croissance des secteurs abrités (tertiaire et bâtiment). De plus, l'environnement international se stabilise et, après une période de baisse à la fin de l'année dernière, le dollar tend à s'apprécier. Dans ces conditions, après un fléchissement en début d'année, le rythme annuel de la croissance du PIB repasserait au-dessus de 2% au printemps. ■

L'ÉTAT DE LA CONJONCTURE LU PAR UN INDICATEUR SYNTHÉTIQUE

Largement favorable auparavant, la valeur de l'indicateur est entrée depuis octobre dernier dans une zone proche de zéro. Ceci ne permet pas de conclure à un retournement de conjoncture, mais témoigne d'une conjoncture industrielle hésitante depuis l'automne dernier.

Note de lecture : l'indicateur de retournement de conjoncture est calculé à l'aide de soldes d'opinion tirés de l'enquête mensuelle d'activité dans l'industrie. Son principe de construction est le suivant : la dynamique d'ensemble des soldes est supposée dépendre de la phase conjoncturelle traversée ; celle-ci, favorable ou défavorable, est représentée par une variable qualitative non directement observée. On estime, à travers l'évolution des soldes d'opinion, la probabilité que cette variable inobservable se trouve dans l'une ou l'autre position (conjoncture favorable ou défavorable). Les résultats obtenus sont représentés sous la forme d'une courbe, retraçant à chaque date la différence entre la probabilité pour que la phase conjoncturelle soit favorable et la probabilité pour qu'elle soit défavorable. L'indicateur évolue donc entre +1 et -1.



DES PRÉVISIONS DE DÉCEMBRE 1998... AUX RÉVISIONS DE MARS 1999

(évolutions en moyenne semestrielle (%) ou unités indiquées)

	Second semestre 1998		Premier semestre 1999	
	décembre 1998	mars 1999	décembre 1998	mars 1998
Dollar : cours en francs	5,8	5,8	5,6	5,9
Pétrole : prix du baril de "Brent daté" en dollars	11,8	11,8	10,0	10,0
Biens et services				
PIB	1,2	1,2	0,9	0,9
Importations	2,7	2,3	0,6	0,0
Consommation des ménages	1,6	1,7	1,2	1,3
FBCF totale	1,6	2,1	0,5	1,6
dont : SQS-EI	2,0	2,4	0,2	1,1
Exportations	3,1	2,3	1,1	0,1
Variations de stocks (Mds de francs 1980)	-0,7	-1,1	-6,1	-7,3
Demande intérieure totale	1,1	1,2	0,7	0,9
Produits manufacturés				
Production	1,6	1,2	0,0	-0,3
Consommation des ménages	3,1	2,4	1,3	0,9
Variations de stocks (Mds de francs 1980)	-1,3	-4,6	-5,7	-13,6
Coûts d'exploitation unitaires (produits manufacturés) (1)	-0,5	0,0	-0,2	0,4
Prix de production (produits manufacturés)	-0,6	-0,7	-0,3	-0,2
Prix à la consommation (ensemble) (2)	0,3	0,3	0,5	0,4
ensemble hors énergie (2)	0,9	0,9	0,9	0,6
produits manufacturés du secteur privé (2)	0,0	0,0	0,2	-0,2
Taux de salaire horaire ouvrier (3)	0,9	0,8*	1,2	1,0*
Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles (3)	0,8	0,9	0,6	0,6
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,3	1,4	1,1	1,3
Taux d'épargne	14,3	14,3	14,2	14,3
Solde (milliards de francs)				
Agro-alimentaire caf-fab	33,1	31,3	33,3	30,3
Energie caf-fab	-29,1	-28,1	-25,8	-24,2
Produits manufacturés caf-fab	67,1	63,4	68,3	61,1
Ensemble fab-fab	97,0	92,5	101,6	92,8

■ Prévision

(1) hors prélèvements obligatoires

(2) glissement annuel en fin de semestre

(3) glissement semestriel

(*) pour le deuxième semestre de 1998, l'évolution du taux de salaire horaire ouvrier est celle de juillet à octobre 1998 et de septembre à décembre 1998.

Second semestre de 1998

D'après les résultats provisoires des comptes nationaux pour le quatrième trimestre de 1998, la croissance observée du PIB au second semestre de 1998 correspond à la prévision faite en décembre. En revanche, le ralentissement de la production manufacturière a été plus marqué (+1,2% au lieu de +1,6% après +2,5% au premier semestre).

La croissance de la demande intérieure est légèrement plus vive, notamment grâce à la consommation des ménages. Celle-ci a augmenté de 1,7% (soit un dixième de point de plus que prévu dans la précédente Note de conjoncture), la consommation de services nettement plus dynamique que prévu compensant un ralentissement non anticipé de la consommation de biens manufacturés. En contrepartie, le déstockage plus marqué a pesé sur la croissance du PIB.

La moindre hausse des importations de biens manufacturés liée au fort déstockage, d'un côté, et la baisse plus sensible des importations d'énergie, de l'autre, expliquent l'écart entre la prévision et l'évolution observée des importations (0,4 point).

Les exportations ont augmenté de 2,3% (la prévision s'élevait à 3,1%) : la différence avec la prévision s'explique essentiellement par les exportations d'énergie et de produits agro-alimentaires.

L'emploi salarié a augmenté de 0,9%, soit un dixième de point de plus que la prévision.

Premier semestre de 1999

La prévision de croissance du PIB n'est pas révisée (+0,9%). Ceci recouvre une révision de la demande intérieure à la hausse et des échanges extérieurs à la baisse. En revanche, on prévoit désormais un léger recul de la production manufacturière (-0,3%).

La révision de la prévision des échanges extérieurs tient essentiellement au moindre acquis de croissance à la fin de 1998 (pour les exportations, -0,8% au lieu de 0% à la précédente Note de conjoncture et, pour les importations, -0,5% au lieu de +0,3%), leur évolution sur les deux premiers trimestres de 1999 étant pratiquement inchangée.

La croissance de la demande intérieure totale est revue à la hausse (0,9% au lieu de 0,7%), pour partie pour la même raison que les échanges extérieurs (acquis de croissance pour le premier semestre en décembre 1998) mais aussi à cause de révisions des évolutions de ses différentes composantes.

Le déstockage est plus marqué. En revanche, la prévision des deux autres composantes de la demande intérieure est revue à la hausse.

La prévision de consommation des ménages gagne un dixième de point.

La prévision de FBCF enregistre à la fois les anticipations d'investissement plus optimistes des entreprises industrielles, d'après les enquêtes de conjoncture sur l'investissement et une prévision de l'investissement des ménages en logement nettement revue à la hausse : le taux de croissance de la FBCF sur les deux premiers trimestres de 1999 est revu à la hausse de 0,4 et 0,5 point.